

SPÉCIAL BUDGET 2021/22

**Director/
Editor In Chief**
Bernard Saminaden
Tel : 57282211/
57566829

Sub Editor
Suren Rampersand

**Sub Editor/
Journalist**
John . B. Philipps

Photographer
Jean Alain
Laperotine

**Discover
& Invest**

18 Brodie
Street, Beau-Bassin

Email : discover.
invest5@gmail.com

**Copyright All rights
Reserved**

Printed by:
Caractère Ltée
Baie du Tombeau,
Mauritius

*Where opinion is
expressed it is that of the
authors and does not
necessarily reflect with
the editorial views of the
publisher or
Discover and Invest*

Budget 2021/22
Audacieux et périlleux
06-12

Analysis
Rebooting the Mauritian economy?
14-19

Économie
L'avènement d'un nouveau
modèle de développement
20-22

Logistique
Le port franc peut très bien
devenir un nouveau pilier pour
notre économie
24-26

Banking
The perfect time to explore
new business opportunities
28-29

Économie
Relance ou poudre de
perlimpinpin ?
30-31

Ecology
Blue Economy - the new pillar
in dying oceans
32-34

Parcours
L'après-SAJ : lourd héritage à gérer
et redistribution des cartes politiques
36-38

Événements des mois passés
COVID-19 : Seconde vague et expulsion
abusives de 4 députés de l'opposition
38-41

Agro-Industrie
L'autonomie alimentaire
de Maurice : une utopie
42-44

Port franc
«C'est urgent pour tous les
opérateurs de revoir leurs
approvisionnements»
46-47

Jugement
Affaire Betamax au Privy Council
Maurice perd sur toute la ligne
48

Football
Euro et Premiere League
52-53

Taxation
What happens when an employer
fails to pay PAYE tax withheld
over to MRA
52-56

Sport
PREMIER LEAGUE : LA
REPRISE ET
L'EURO 2020
50-53



Pension
The Changing Pension
Landscape in Mauritius
56-58

Sicom
Des services accessibles
différents au quotidien
60

Santé
«On peut guérir d'un cancer
colorectal très tôt découvert»
62-63

Consommation
Inicia : «Le poulet se vend
à perte aujourd'hui»
64

Bière Artisanale
Trois nouvelles récompenses
internationales pour Thirsty Fox
66

Communication
Le cheval de Troie Huawei
68-69

Consommation
«Sans notre enseigne le coût de
la vie aurait été plus cher»
70

Gastronomie
«Jacques a fait» : le vrai goût
de bonnes choses
72

Tourisme
«Certains hôtels sont réservés
à 70 % à compter d'octobre»
74-75

Tourisme
Étude de préféabilité de
développement de la croisière
dans l'océan Indien
76-77

Hommage
Penser mondialement.
Agir localement
78-82

Santé
Un régime plein de friandises
doux peut causer des
problèmes de mémoire
84-85



**United Colours
of Mauritius**

86-97



**BUSINESS
ALLIANCE**
Chartered Certified Accountants

Your insightful, trusted advisors

Audit | Tax | Accounting | Advisory | Company secretary

Business Alliance is an independent member of BOKS International.

BOKS
INTERNATIONAL



Trainee Development - Gold

103B, Moka Business Centre,
Mount Ory Road, Moka 80813,
Republic of Mauritius

Tel: +230 460 3000
Mob: +230 5942 1645

Email: admin@businessalliance.mu

Website: www.businessalliance.mu

L'adoption d'une Fiscal Responsibility Act

«Pour réaliser de grandes choses, il faut d'abord rêver et ce Budget doit pouvoir nous faire rêver», nous dit l'auteur. Pour l'exercice courant, il faudrait, entre autres choses, une refonte structurelle globale de notre économie, encourager la diaspora mauricienne à revenir, adopter une Fiscal Responsibility Act, favoriser la bonne gouvernance et promouvoir la compétence, rompre avec la pratique de soutenir des canards boiteux à tout bout de champ.

Aussi : soutenir l'innovation (destruction créative) et l'économie circulaire, appliquer le ciblage des protections sociales, promouvoir l'éclosion d'une nouvelle génération de PME, remuer des agences telles les DBM & SME Ltd., accélérer la digitalisation et numérisation de l'administration publique.

À la veille de la présentation du Budget 2021/2022, les projecteurs étaient une fois encore braqués sur le Grand arge-rier. La conjoncture est singulière mais, paradoxalement, les vieilles attentes ont la peau dure face à un monstre économique tricéphale, notamment une décroissance du produit intérieur brut (PIB), une dette publique qui talonne ce PIB et un rajeunissement et la féminisation du chômage. Un pan de notre économie est à l'arrêt et l'attrait du pays comme plaque tournante du continent africain s'étirole graduellement aux yeux d'investisseurs étrangers. D'autres pays africains, à l'instar du Rwanda, nous ont ravi notre place. Apitoyons-nous aussi sur la dégringolade de notre monnaie face aux diverses devises dans lesquelles nos importations sont libellées et, par ricochet, l'amplification du déficit de notre balance de paiements. Bref, le décor est planté pour un changement du paradigme économique et pour cesser de regarder l'avenir dans un rétroviseur.

Classé parmi les pays considérés à risque, les tribulations en série de notre secteur financier et de l'offshore mauricien sont loin de se terminer. À présent, les discussions vont bon train pour l'introduction d'un impôt minimum global, sans doute pour freiner la tendance de se tourner vers des juridictions offshore comme stratégie d'optimisation fiscale. Le sort s'acharne contre nous.

Après nous être retrouvés sur diverses listes infâmes – notamment la liste grise du GAFI, celle noire de l'Union européenne (UE), la liste rouge des Britanniques et depuis peu la liste rose des Suédois de V-Dem –, les génies de l'Information and Communication Technologies Authority ont réalisé l'exploit de nous replacer sur la carte mondiale pour de mauvaises raisons avec leur projet de filtrage du trafic des réseaux sociaux. On est moins chanceux que le Ghana, qui vient de quitter la liste noire de l'UE. Qu'est-ce qui nous a menés là ? Narcissisme ou dysfonctionnement des institutions ? Les deux ?

Sur le plan strictement comptable, le Budget doit avoir un double objectif : maintien du niveau de revenu fiscal et assainissement des dépenses et des dettes. Par rapport au revenu, toute hausse de l'impôt direct ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) serait néfaste aux consommateurs qui croulent sous le poids de la dette et de l'inflation. À défaut et comme mesure extrême, un système de TVA à différents taux, s'il est introduit, serait compliqué à gérer et inciterait à l'évasion fiscale. Ne dit-on pas que trop de taxe tue la taxe ?

Concernant les dépenses, un contrôle rigoureux des postes budgétaires est envisageable et réalisable. Le dernier rapport de l'Audit met en exergue d'indécents largesses de fonds publics.



M. Neellen Karuppannan est le CEO de Business Alliance.

L'adoption d'une Fiscal Responsibility Act est vivement souhaitée afin de rendre responsables les auteurs de ces gaspillages qui gonflent année après année. Cette loi doit être accompagnée d'une réduction des pouvoirs conférés à certains grands commis. Transparence et rigueur doivent être les maîtres mots dans la gestion de la trésorerie de l'État. Il est important d'intégrer des garde-fous (checks and balances) du début à la fin du projet.

Des sanctions doivent être imposées dans des cas avérés de mauvaises gestions financières. Le bureau de l'Audit doit pouvoir jouer un rôle plus proactif dans l'utilisation des ressources publiques. L'histoire a démontré que les contrôles a posteriori ne freinent pas l'ardeur et la frénésie de dépense de tous nos gouvernements. Pour régler le problème

de suivi, il n'y a pas lieu d'inventer la roue. Il suffit de voir ce que pratique le secteur privé. Les lettres de gestion (Management letters) contiennent aussi les observations et exhortations faites antérieurement et les progrès réalisés.

N'écouter rien, nos dirigeants successifs ont maintenu, voire encouragé une culture d'assistanat. Ils nourrissent la perception que tout est gratuit. Au hit-parade des assistés, on voit certains opérateurs économiques, et pas des moindres ! Loin d'être les chevaux qui tirent le char, des chefs d'entreprise méprennent leur rôle. Pour eux, l'exercice budgétaire n'est qu'une occasion pour quémander subventions, abattements fiscaux ou crédits d'impôt. Ce modèle n'est hélas plus soutenable.

Notre économie battait déjà de l'aile et la résurgence de la pandémie lui a porté l'estocade. Bon gré, mal gré, on est dans une nouvelle normalité où il n'est plus question de maintenir sous perfusion des entreprises chancelantes, structurellement défailtantes à l'appétit gargantuesque insatiable, qui s'accrochent désespérément aux deux mamelles de l'État : abattements fiscaux ou aides publiques.

D'ailleurs, l'avenir nous dira si les fonds décaissés jusqu'ici par la Mauritius Investment Corporation (MIC) ont été judicieusement utilisés. Pourquoi cette frilosité à se financer sur le marché des actions et de se sevrer de leur grande dépendance des aides publiques ? La situation requiert une rupture et un changement du paradigme économique où cesserait la pratique de throwing good money after bad. Il est donc impérieux que des incitations soient canalisées vers l'innovation entrepreneuriale et l'économie circulaire. La destruction créatrice peut devenir le levier de croissance post-Covid.

La relance par la consommation a démontré ses limites et il n'est pas superflu de rappeler que l'économie mauricienne ne bénéficierait pas des effets multiplicateurs escomptés si des projets

d'infrastructures publiques de grande envergure sont exécutés par des entreprises étrangères. Il nous faut un développement inclusif qui favorise la compétence d'ici et d'ailleurs. Accueillons bras ouverts la diaspora mauricienne et nos experts nationaux formés à l'étranger afin qu'ils puissent jouer un rôle productif et participer au développement de Maurice. Faisons de la place pour eux dans les secteurs public et privé. Si on a accommodé des professionnels venus d'ailleurs au conseil d'administration d'importants groupes, pourquoi ne pas s'ouvrir aux membres de la diaspora ? Écarter la compétence et protéger l'incompétence ne sont-ils pas les mamelles de l'irresponsabilité ?

Entre la nécessité d'ouvrir nos frontières et le devoir de protéger la santé publique, il n'y a pas de juste milieu. Protéger étroitement nos frontières fait partie des stratégies adoptées pour infléchir la pandémie. Cependant, cette mesure a mis à l'arrêt complet notre secteur touristique, un fleuron qui navigue en eaux troubles. Cette situation alarmante ne peut perdurer. La vaccination est auréolée comme un remède miracle à la Covid-19. Il est attendu que le pays atteindra l'immunité collective d'ici quelques mois. Justement, à partir de quel taux de vaccination ce seuil sera-t-il atteint ? Gare à la mésaventure seychelloise où la pandémie a resurgi en dépit d'un taux de vaccination de 60 %.

Sans occulter la nécessité de poursuivre la campagne de vaccination, une panoplie d'autres mesures cohérentes doivent suivre. L'idée que des touristes présentent un carnet, voire un passeport vaccinal, est persistante. De plus, l'implémentation des couloirs touristiques est de plus en plus envisagée à travers le monde. Chez nous, sur avis professionnel, on peut aussi considérer une possible réduction de la durée de la quarantaine. Déjà, nos principaux marchés émetteurs, à l'instar du Royaume-Uni et la France, montrent des tendances de reprise. Maurice doit se positionner et se tenir fin prêt pour ne pas rater ce train de la relance. Procéder à tâtons après pratiquement 18 mois d'inactivité relèverait de l'amateurisme mortifère.

La révolution numérique a transformé nos vies et nos sociétés. Elle a ouvert d'immenses possibilités, mais présente aussi des défis redoutables. Les deux confinements qu'a connus le pays ont permis d'expérimenter le télétravail à une grande échelle. Le télétravail a maintenu à flot certaines activités économiques et a entraîné plus d'efficacité, de flexibilité et des coûts réduits tout en se conformant aux exigences sanitaires. Mais le revers de la médaille le plus important demeure l'intrusion dans la vie sociale des télétravailleurs, d'où l'urgence d'encadrer et de réglementer ce mode d'opération.

Il faut un État agile à la place d'un État bureaucratique. Ailleurs, on est passé de l'administration électronique à l'administration numérique. La révolution numérique dans les services publics permettrait aux Mauriciens et aux entreprises de fournir une même information, une seule fois, aux administrations publiques. Le respect des normes internationales en matière de sécurité des données et de protection de la vie privée est essentiel pour inspirer confiance aux utilisateurs.

De même, pour tirer pleinement parti de la numérisation et digitalisation, les entités du secteur public doivent échanger et réutiliser les données. Au niveau éducatif, les écoliers d'établissements publics et privés seront logés à la même enseigne. Les écoles publiques seront plus à même de dispenser des cours à distance sans le face-à-face pédagogique, grâce à des technologies comme la vidéoconférence, la vidéo en continu et les portails de collaboration en ligne. Eu égard à la pénétration croissante de l'internet, de l'e-commerce et de l'outil informatique, les Mau-

riciens sont prêts à adopter les canaux numériques de prestation de services. Néanmoins, le Budget doit s'efforcer de résorber la fracture causée par les inégalités à l'accès à l'internet. Il doit promouvoir l'inclusion, une condition sine qua non au développement d'une économie numérique pour tous.

Frappés de plein fouet par la pandémie, beaucoup de Mauriciens se retrouvent aujourd'hui dans une situation précaire. Le spectre du chômage de masse hante des familles, crée la psychose et accélère la déchéance de la classe moyenne. Ainsi, la pression sur le financement de la protection sociale croît. Pour contrer cette tendance, le Budget doit riposter sur trois axes. Primo, par l'application du ciblage fondé sur les données relatives à la pauvreté. Détrompez-vous, there is no free lunch.

Secundo, faciliter l'éclosion des petites et moyennes entreprises (PME) en leur octroyant un écosystème propice. Le Budget doit faire le remue-ménage des agences d'accompagnement comme la Banque de développement et SME Mauritius Ltd., devenues des entités sclérosées. Elles doivent être chapeautées par des professionnels ayant la fibre entrepreneuriale.

L'adoption d'une Fiscal Responsibility Act est souhaitée pour culpabiliser les auteurs de gaspillages

Aujourd'hui, quand on parle de PME, ce sont aussi des diplômés universitaires et des professionnels de la profession libérale qui se sont mis à leur propre compte et qui opèrent dans le secteur du service à forte intensité de connaissances. Le fonds de roulement de ces nouvelles PME est essentiellement composé de la masse salariale et du paiement de loyer. Les facilités de financement octroyées aux PME doivent être élargies pour couvrir ces postes et donner ainsi un boost à ces professionnels qui ont choisi de ne pas aller grossir les rangs de l'administration publique.

Tertio, il faut inculquer l'éducation entrepreneuriale dès le niveau primaire. Il ne s'agit pas d'apprendre aux enfants ce qu'est un entrepreneur ni de leur donner les outils pour pratiquer le métier d'entrepreneur. C'est leur apprendre à s'entreprendre. On peut s'inspirer du modèle québécois où l'école initie des enfants à la créativité, à l'innovation et à la prise de risques.

Le Budget 2021/2022 se devait d'être une stratégie de sortie de crise sanitaire et de relance post-Covid pour faire bondir notre pays dans la nouvelle normalité. Nos bailleurs de fonds internationaux ont les yeux rivés sur nous et des agences de notation comme Moody's et Standard & Poor's veillent et sont prêtes à sonner le glas.

L'exercice budgétaire ne pouvait plus et ne devait pas être un spectacle ostentatoire dans une cour de flagorneurs où est annoncé qui serait taxé et comment dépenser. Pour sortir de l'ornière, une vision étriquée de l'économie n'aide pas et des mesurées administratives ne feront pas le poids. Seules des refontes structurelles globales et une discipline fiscale à la sévérité de Dracon relèveront les défis de cette tempête économique mondiale. La conjoncture exige une rupture de la comptabilité vaudou au profit de la transparence et de la bonne gouvernance. Pour réaliser de grandes choses, il fallait d'abord rêver et ce Budget aurait dû nous faire rêver.